

Les dirigeants du monde entier considèrent le risque employeur comme leur plus grande menace, selon un nouveau rapport de Beazley

octobre 24, 2024

- Alors que les risques autour des employeurs devient de plus en plus complexe, 23% des dirigeants mondiaux[1] citent le risque de employeur (plus que tout autre risque d'entreprise cette année) comme la plus grande menace à laquelle ils sont confrontés, contre 22% en 2023.
- 22 % s'inquiètent de la réglementation ESG et de l'incapacité à se conformer aux nouvelles lois, réglementations ou exigences en matière de rapports. 67 % estiment que la réglementation ESG est trop complexe pour leur entreprise et 70 % souhaitent que les régulateurs leur fournissent davantage de conseils sur la réglementation ESG.
- 42 % pensent également qu'ils opèrent actuellement dans un environnement à haut risque, contre seulement 31 % en 2023[1].

L'ensemble des **résultats** de ce rapport est disponible sur le site web de Beazley dans la rubrique "Actus et Rapport".

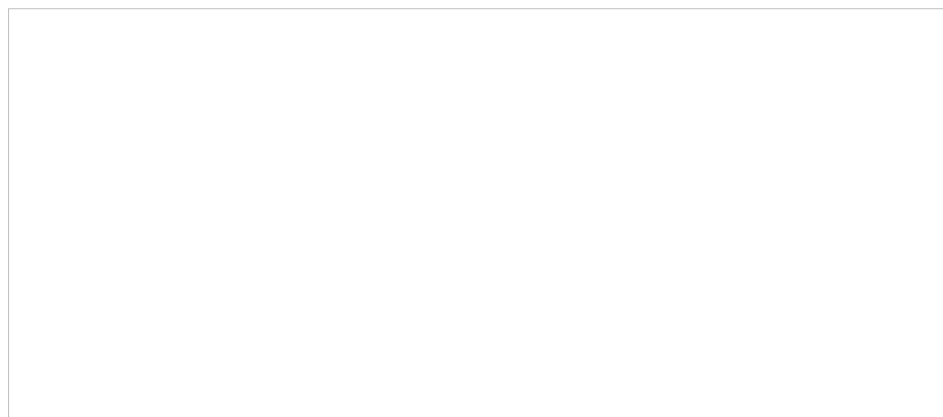
Le risque employeur

À l'ère du télétravail, de l'évolution des cultures professionnelles et de l'attention croissante portée aux comportements répréhensibles, près

d'un quart (23 %) des dirigeants mondiaux estiment que le risque employeur est la plus grande menace à laquelle ils sont confrontés cette année, contre 18 % en 2022[1]. Et près d'un quart (24 %) ne se sent pas préparé[1] à faire face à ce risque. L'ambition d'accroître la diversité et l'inclusion dans les entreprises mondiales est soulignée par le rapport, 26 % des dirigeants prévoient de revoir les politiques d'embauche et de rétention pour stimuler la diversité et l'inclusion sur le lieu de travail.

Risque de réputation

Les dirigeants se préoccupent également de plus en plus du risque de réputation. Dans un monde de plus en plus interconnecté, les entreprises sont soumises à l'examen d'une multitude de parties prenantes, notamment les actionnaires, les autorités de régulation, les médias et le grand public. Les dirigeants sont plus que jamais sous le feu des projecteurs. Un cinquième (20 %) des dirigeants du monde entier ont cité les atteintes à la réputation, c'est-à-dire le risque que des administrateurs portent atteinte à la valeur de la marque et à la confiance des clients, comme leur principal risque d'entreprise, contre 17 % en 2023. Ce chiffre atteint 25 % chez les dirigeants du secteur des services financiers et professionnels.



Pourcentage de dirigeants d'entreprises mondiales classant les risques d'entreprise comme leur principal risque au fil du temps[1]

Risque ESG

La multitude de réglementations ESG à travers le monde a un impact sur les entreprises et leur capacité à opérer dans de nombreuses juridictions. Nos données montrent que 67 % des dirigeants mondiaux estiment que la réglementation ESG est trop complexe, tandis que 70 % souhaitent davantage de conseils de la part des régulateurs. Avec des réglementations divergentes dans différentes juridictions, les dirigeants doivent décider des règles à respecter et du niveau de risque qu'ils sont prêts à assumer. Les règles antitrust relatives à l'ESG dans un certain nombre d'États américains créent de nouveaux défis du point de vue de la responsabilité des administrateurs et des dirigeants (D&O). En conséquence, certaines entreprises et certains fonds d'investissement reviennent sur leurs engagements publics en matière d'ESG.

Bethany Greenwood, Responsable monde des risques

spécialisés chez Beazley, a déclaré : « Alors que les conditions macroéconomiques semblent se stabiliser, les risques liés à la

responsabilité civile des entreprises sont toujours au premier plan des préoccupations des chefs d'entreprise. En cas de dépôt de bilan d'une entreprise, les cadres peuvent rapidement faire l'objet d'un litige en matière de responsabilité civile des mandataires sociaux. Dans un contexte d'inflation persistante et de menace permanente de récession, cette menace a été déterminante ces dernières années. Dans le même temps, la responsabilité des administrateurs et dirigeants s'étend au-delà des performances financières, avec des litiges intentés contre des dirigeants à la suite de cyberattaques, de perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de problèmes liés à l'emploi. Le non-respect de la réglementation ESG s'est avéré être un autre point d'ignition clé pour le risque d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux. Notre dernier rapport souligne que le paysage des menaces s'est fragmenté et est devenu de plus en plus multiforme, et que les dirigeants doivent se débrouiller pour se protéger. Il n'a jamais été aussi important de comprendre les risques et de renforcer la résilience."

¹ Voir la méthodologie pour plus de détails

